Bélarus : une élection en douceur se profile pour Loukachenka

Description

L’année 2015 s’annonce décisive pour le Bélarus. L’élection présidentielle doit se tenir le 15 novembre prochain. Plus qu’un scrutin national, le contexte régional et les événements en Ukraine donnent à ce rendez-vous une teinte particulière.



Le résultat de ce scrutin ne fait aucun doute. Alexandre Loukachenka, en poste depuis 20 ans déjà, sera réélu sauf volonté contraire de sa part. Pourtant, la menace d’un soulèvement populaire du type Maïdan plane sur le scrutin. En 2010, suite aux résultats de l’élection présidentielle, des manifestations de protestation avaient eu lieu à Minsk. Elles avaient été rapidement réprimées. Certains analystes et journalistes estiment que l’exemple ukrainien pourrait inciter les Bélarusses à se mobiliser à nouveau avant et après l’élection pour faire pression sur A.Loukachenka [1].

En ce début d’année 2015, dans la perspective de cette échéance, il est intéressant d’avancer quelques éléments permettant une meilleure compréhension de la situation politique du Bélarus.

L’Ukraine comme élément dissuasif à la contestation

Les événements en Ukraine ont un effet paralysant sur la société bélarusse. Alexandre Loukachenka a su jouer de la situation pour tirer son épingle du jeu.

Tout d’abord, le fait que les négociations se déroulent à Minsk a été très positif pour son image[2]. Même si A.Loukachenka s’est simplement contenté de fournir un cadre pour les négociations, en septembre 2014 puis le 12 février 2015, il s’est posé en chef d’orchestre et élément stabilisateur pour la région. Là encore, ses analyses sur la crise en Ukraine sont intéressantes. Il arrive à conforter les Russes dans leurs positions, sans abandonner les Ukrainiens. Dans ce cas, le double discours du Président et des officiels bélarusses, relayé par les médias du pays, est frappant. Les propos ne sont pas les mêmes s’ils sont adressés aux citoyens bélarusses ou à des médias russes. C’est l’éternelle politique du « balancier bélarusse » dans les questions internationales, surtout lorsqu’elles concernent la Russie.

Le président A. Loukachenka utilise l’exemple de l’Ukraine comme épouvantail face à sa population. Son argumentation quant aux causes de la révolution en Ukraine, relayée par les médias sous contrôle, est la suivante. Il évoque la responsabilité des Occidentaux dans l’aggravation du conflit mais il affirme que les premiers responsables de la situation sont les Ukrainiens qui ont voulu se débarrasser d’un gouvernement corrompu[3]. Ces deux thématiques lui permettent de conforter son image sur la scène intérieure caractérisée par une absence de libertés mais également par la stabilité et par une corruption plus faible qu’en Ukraine et en Russie[4]. Le message sous-jacent est que les velléités démocratiques et l’agitation politique mènent à l’anarchie. Cela résonne comme un avertissement direct.

Des chiffres, publiés récemment par le NICEPI (Institut indépendant d’études socio-politiques[5]) montrent que seulement 13,4 % de la population serait prête à manifester si des fraudes étaient déclarées à l’issue du scrutin et que 61,7 % des Bélarusses estiment que l’opposition ne devrait pas appeler à des manifestations de masse.

Au final, les événements en Ukraine vont plutôt agir comme un élément dissuasif de tout changement au Bélarus. Les citoyens de ce pays ne veulent pas d’une situation à l’ukrainienne, qui s’apparente toujours aux chaos. Au lieu de raviver les mouvements de protestation, la situation de l’Ukraine a un effet inverse en semblant tétaniser la population et limiter les revendications pour plus de libertés.

La Russie joue les troubles fête

Début janvier 2015, une rumeur a couru dans les médias russes puis bélarusses sur une possible anticipation de la tenue de l'élection présidentielle et surtout d'un retrait de A.Loukachenka pour laisser la candidature, et donc la présidence future, à Ouladzimir Makeï, actuel ministre des Affaires étrangères. Cette manœuvre est interprétée par les analystes bélarusses comme une volonté russe de nuire à l'actuel Président. Cette rumeur a été communiquée par LIFE.ru à deux journalistes bélarusses qui l'ont diffusée sur les réseaux sociaux. L'information a ensuite été reprise par d'autres sites et s'est rapidement répandue.

Les analystes bélarusses estiment que ces manipulations sont vouées à déstabiliser le pouvoir bélarusse avant le scrutin [6]. Evgeini Preigerman, analyste au think-tank *Club libéral*, a ainsi déclaré : « *Quelqu'un en Russie a peut-être intérêt à créer des tensions entre responsables bélarusses.* » Il s'agirait donc d'une tentative de pression de la part de la Russie après les tensions récemment observées dans les relations entre ce pays et le Bélarus. Elles concernent les prix du pétrole, l'interdiction en Russie de certains produits bélarusses et le soutien mitigé manifesté par A. Loukachenka à l'égard de l'attitude russe en Ukraine.

Il est également possible que ces pressions visent l'autre personne concernée par la rumeur, Ouladzimir Makeï. Le pouvoir russe n'apprécie pas la position, jugée trop conciliante, de ce dernier vis-à-vis de l'Union européenne. En effet, il est le principal artisan de l'amélioration des relations avec l'UE ces derniers temps. Denis Meliantsov, analyste au BISS [7], a déclaré que cette rumeur était une tentative de déstabiliser Ou.Makeï et son orientation pro-occidentale dans le but de le discréditer sur la scène politique nationale.

Sur le plan de la politique intérieure, la tendance générale est très favorable au Président actuel. Les dernières évolutions observées et une opposition divisée lui laissent le champ libre.

Quelques changements politiques modifient la donne

A. Loukachenka a déjà lancé sa campagne. Certains signes attestent une certaine évolution du régime, sans pour autant changer fondamentalement le mode de prise de décision.

Le 27 décembre 2014, un remaniement ministériel a eu lieu. Le Premier ministre, Mikhaïl Miasnikovitch, a en effet été remplacé par Andreï Kabiakoù. En outre, le ministre de l'Économie et son vice-ministre ont laissés leur place, ainsi que le directeur de la Banque centrale du Bélarus. Ce remaniement est lié au contexte de crise monétaire au Bélarus, causé par la chute du rouble russe (le rouble bélarusse est très dépendant de la monnaie russe)[8].

Plus qu'un tournant dans la stratégie économique du pays, ce remaniement marque un changement générationnel aux postes clés du gouvernement. De nouvelles têtes, plus jeunes, viennent prendre la place des cadres vieillissants en poste depuis l'indépendance. Il faut inscrire ce mouvement dans la lignée de ceux intervenus en novembre 2014, toujours dans le secteur économique : des conseillers économiques plus jeunes ont alors été nommés, soufflant un air jugé plus libéral dans l'entourage de A. Loukachenka. M. Miasnikovitch incarnait bien la vieille garde conservatrice contre les jeunes loups libéraux.

Ce changement, aussi minime soit-il, illustre une volonté d'évolution ou du moins l'envie de montrer que le pouvoir ne reste pas complètement figé. C'est une évolution avant tout symbolique car la donne politique n'est pas modifiée en profondeur. Toutes ces nominations ont été approuvées par le Président et il reste l'élément central dans la prise de décisions.

Une opposition peu crédible

Depuis son arrivée au pouvoir, A.Loukachenka maintient la même politique de dé-crédibilisation de l'opposition. Les représentants de cette dernière sont immanquablement présentés par les médias sous contrôle étatique comme des agents de l'étranger, financés par l'Occident. Ils sont vus comme des fauteurs de troubles n'ayant pas connaissance de la vie et des préoccupations des Bélarusses. Leurs possibilités de prendre la parole sont très restreintes et seuls quelques médias isolés sur internet peuvent leur faire relais mais sans toucher la majeure partie de la population, en

particulier dans les campagnes.

Ce long travail de calomnie de l'opposition a porté ses fruits. Les enquêtes réalisées récemment par le NICEPI montrent que 16 % des personnes interrogées font confiance à l'opposition, contre 60 % qui ne lui font pas confiance. L'ensemble des candidats d'opposition n'arrive même pas à 10 % d'intentions de vote. Les Bélarusses ne voient pour l'instant pas d'alternative possible à A. Loukachenka. Aucun leader de l'opposition n'est aussi charismatique que le Président actuel, malgré des idées qui peuvent être bonnes. La population veut un homme fort qui rassemble et fasse consensus : c'est le cas d'A.Loukachenka aujourd'hui.

De plus, l'opposition n'est pas unie. Les querelles entre micro-partis et mouvements d'opposition au Président n'ont de cesse. Ces derniers mois, un consensus avait pourtant été trouvé pour présenter un candidat unique lors de la présidentielle. Mais les batailles sont virulentes pour choisir ce candidat de l'opposition. Récemment, Mikola Statkiévitch, déjà candidat en 2010 et emprisonné depuis 2011 pour trouble à l'ordre public, a annoncé son intention de participer à l'élection pour y représenter son parti, le Mouvement civique unifié. Mais Anatol Liabiedzka, autre leader du parti, songe également à se présenter[9]. Ces discordes profitent évidemment au chef de l'État.

Ces différents facteurs ainsi que le contexte –régional comme national– laissent présager d'une présidentielle en douceur pour A. Loukachenka. Les Bélarusses ne semblent pas avoir d'aspiration révolutionnaire ou de volonté de rapprochement avec l'UE comme les Ukrainiens, et les évolutions tragiques du conflit viennent sûrement les conforter dans leur choix.

Notes :
[1] Gaëlle Le Roux, « J'espère que la révolte ukrainienne va s'étendre à toute la région », *france24.com*, 26 février 2014.
[2] Horia-Victor Lefter, « Bélarus : Tirer profit de la crise ukrainienne », *Regard sur l'Est*, 1er novembre 2014.
[3] Discours du 9 septembre 2014 à l'usine de Gatovo.
[4] *Transparency.org.*
[5] *iiseps.org.*
[6] Alexandre Klaskovski, «Makeï vmesto Loukachenko: chto stoit za vbrosom?», *naviny.by*, 12 janvier 2015.
[7] Institut bélarusse d'études stratégiques (http://belinstitute.eu/)
[8] «Loukachenko naznatchil piat tchelovek, kotorye boudout otvetchat za sitouatsiou v strane», *naviny.by*, 27 décembre 2014.
[9]«OGP vydvigaet v prezidenty Nikolaia Statkevitcha», *charter97.org*, 6 janvier 2015.

Vignette : Le Palais de la République, Minsk, janvier 2015 (photo : Samuel Diraison).

* Samuel DIRAISON est diplômé de l'IFG (Paris) et de la RGGU (Moscou).

Retour en haut de page

date créée
07/03/2015
Champs de Méta
Auteur-article : Samuel DIRAISON*